

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 145 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2866 - Prix : 1€

Éditorial

Dénoncer la
démagogie du
gouvernement, lutter
pour changer cette
société !

Les grandes fortunes battent des records

Effondrement de la
construction de
logements sociaux...
malgré la demande en
hausse !

Page 4

Répression : une
justice de classe
expéditive

Page 6

Budget militaire : la
valse des milliards

Page 7

Les fossoyeurs de la
mairie de La
Possession font
grève... et des
émules !

Page 9

Madagascar

L'IA et la rapacité
des patrons

Page 12



ÉDITORIAL

Dénoncer la démagogie du gouvernement, lutter pour changer cette société !

« Que les parents tiennent leurs gosses », voilà ce qu'a déclaré le ministre de la Justice, Dupond-Moretti, à la suite des émeutes. Macron a surenchéri en évoquant une sanction financière contre les familles, reprenant à son compte la démagogie de la droite. « Une sorte de tarif minimum dès la première connerie », a-t-il ajouté, affichant le mépris social dont ce représentant des classes privilégiées est coutumier. Et Borne d'enfoncer le clou en déclarant que le gouvernement réfléchissait à « une amende forfaitaire pour les parents » en cas de délit de leur enfant.

Comme si les parents des quartiers populaires ne faisaient pas leur maximum pour leurs enfants ! La plupart se saignent pour leur payer des études et sont même parfois forcés de payer des cours privés pour pallier les absences des professeurs !

Et à qui la faute si bien des banlieues sont devenues de véritables ghettos où la pauvreté et la précarité conduisent certains jeunes, et parfois même des très jeunes, à tremper dans des trafics en tout genre ? À qui la faute si des policiers racistes s'amuse à provoquer tous les jeunes qu'ils croisent ?

C'est précisément de ces quartiers populaires que partent, tôt le matin, bien avant que les enfants soient levés, des cohortes de travailleurs pour aller faire le ménage, conduire les premiers bus ou prendre leur service dans les hôpitaux, quand ils ne travaillent pas de nuit.

En menant cette campagne odieuse contre les familles des milieux populaires, le gouvernement cherche à faire diversion pour masquer ses propres responsabilités et celles de la classe capitaliste dont il sert les intérêts.

Ceux qui, au sommet de l'État, prétendent se soucier de l'éducation des enfants des classes populaires ont fermé des classes dans les écoles pour faire des économies sur les postes d'enseignants. Ils ont planifié et organisé la fermeture de services utiles à la population, fermant les bureaux de postes, sacrifiant les moyens des hôpitaux et de la santé.

Borne a expliqué qu'il n'était pas normal que les jeunes soient inoccupés avant même le début officiel des vacances. Mais là, encore, à qui la faute ! Et qu'y a-t-il d'organisé dans les quartiers pour proposer des activités à la jeunesse la plus défavorisée pendant ces grandes vacances ? Pas grand-chose !

Cette société est pourrie d'inégalités, fondée sur l'exploitation et une violence sociale permanente. Pour aider une minorité de possédants à s'enrichir toujours plus, pour continuer à verser aux grandes entreprises des milliards de cadeaux, Macron et ses ministres ont privé totalement ou partiellement des dizaines de milliers de travailleurs de leur allocation chômage et viennent de voler deux ans de retraite aux salariés, programmant ainsi la réduction de leurs pensions.

Tout l'appareil d'État est dressé à encadrer, réprimer et, au besoin, terroriser les plus pauvres, avec sa police gangrénée par le racisme. Pour « rétablir l'ordre » dans les quartiers populaires, le gouvernement a mobilisé des dizaines de milliers de policiers qui ont fait de nouvelles victimes parmi les jeunes. De son côté, la justice s'est déchainée contre les jeunes arrêtés au moment des émeutes et condamnés en comparution immédiate à des mois de prison ferme pour avoir tiré des mortiers d'artifice, mais aussi pour avoir volé des jeans, des baskets ou de la nourriture dans des supermarchés. Les tribunaux ne font pas preuve de la même sévérité et de la même rapidité quand il s'agit de juger des puissants qui enfreignent la loi, des industriels qui ont tué avec de l'amiante, du chloroforme ou en s'affranchissant des mesures de sécurité élémentaires sur les chantiers et ailleurs.

Alors, oui, il y a de quoi être révolté ! Cette société n'a rien d'autre à offrir comme perspective au plus grand nombre que toujours plus de pauvreté et de violence.

Ouvriers, employés, quelle que soit notre entreprise ou notre activité, nous faisons tout tourner dans cette société, et cela nous donne une formidable force collective. En étant unis, quelles que soient notre origine et notre nationalité, dans une lutte commune pour renverser la classe de riches parasites qui domine la société, nous sommes les seuls à pouvoir offrir un autre avenir que cette plongée dans la barbarie et le chaos. C'est notre responsabilité, à nous, travailleurs, d'être capables d'offrir une perspective de changement et d'espoir à toute la jeunesse.

Flambée des prix : racket à grande échelle

Selon une étude de l'Insee, l'écart des prix entre La Réunion et la métropole est de 9 % plus cher (en englobant l'alimentaire, les transports, le logement, l'habillement); l'alimentation seule de 37 % (24 % en 2010), jusqu'à 46 % pour certains produits alimentaires.

Dans l'Hexagone, d'après une estimation provisoire de l'Insee pour le mois de juin, les prix à la consommation n'auraient augmenté « que » de 4,5 % sur un an. L'inflation aurait baissé !

Mais cette prétendue baisse de l'augmentation des prix ne compense en rien leur hausse depuis un an. L'institut Circana indique une légère baisse de certains produits comme l'huile de tournesol (- 6 %), le riz basmati (- 4 %) ou les chips (- 1,1 %) en juin. Mais ces baisses sont à com-

parer à la hausse des prix de ces trois produits sur un an, à savoir respectivement + 28 %, + 20 % et + 23 % selon le même institut ! Et bien plus de produits ont continué de voir leur prix augmenter en juin, comme la boîte de thon (+ 8,4 %), les tranches de jambon (+ 2,8 %) ou le coulis de tomates (+ 2,1 %). La hausse des prix des produits alimentaires dans les supermarchés reste d'ailleurs officiellement estimée à + 15 % entre juin 2022 et juin 2023, soit la plus grande flambée des prix alimentaires enregistrée en France en quarante ans. Le vol continue donc chaque mois.

Les grands groupes de l'agro-alimentaire, de la distribution et de l'énergie (gaz, électricité, pétrole) ont pu depuis un an et demi piller les poches de la population, et en parti-

culier des plus pauvres.

Comme les salaires sont bloqués depuis des années, l'explosion des prix et la vie chère plongent les classes populaires dans une situation intenable et parfois dramatique, un nombre croissant de travailleurs ne parvenant plus à nourrir convenablement leur famille.

Pour stopper cette catastrophe, les travailleurs devront s'en prendre au trésor de guerre accumulé par ces voleurs de grands chemins, en imposant l'indexation des salaires sur les prix réels de la vie quotidienne.

Des milliards pour les patrons, la ceinture pour les travailleurs ?

La région Réunion dirigée par la gauche a décidé de soutenir les entreprises en les « sensibilisant aux dispositifs d'aides régionales et européennes ». Elle va mettre à leur service sa cellule de soutien économique et ses 132 salariés afin qu'elles puissent être informées des aides financières publiques auxquelles elles peuvent prétendre.

Et leur montant total est considérable puisque l'Europe met à destination des entreprises exerçant à La Réunion pas moins d'un milliard et demi d'euros pour la période 2021-2027. C'est le département français le plus soutenu par Bruxelles !

La présidente de région, Huguette Bello, prétend qu'il s'agit d'en faire profiter surtout les petites entreprises, alors qu'on sait d'expérience que la majorité des aides et subventions étatiques et européennes vont aux plus grandes entreprises.

En tout cas, gouvernement, dirigeants européens et responsables des collectivités locales, quelle que soit leur couleur politique, sont d'accord sur un point, c'est de mettre l'argent public à disposition du patronat et pas des plus pauvres, pas des tra-

vailleurs !

Et bien, le programme pour lequel doivent se mobiliser et se battre les exploités, c'est exactement l'inverse !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 15 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 16 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 21 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 29 JUILLET de 8H30 à 10H00**

D'ici ou d'ailleurs, les capitalistes se portent bien

Cette année, l'hebdomadaire économique Challenges ne place aucun patron réunionnais dans son classement des 500 plus grandes fortunes de France.

Ce n'est pas que les capitalistes pays ne gagnent pas d'argent, c'est que les capitalistes hexagonaux en

gagnent encore beaucoup plus que les années précédentes. Le plus riche, Bernard Arnault a vu sa fortune exploser et passer entre 2021 et 2023 de 149 à 203 milliards !

Pour être en 500ème position sur la liste élaborée par Challenges, il faut disposer à présent d'une fortune

de 235 millions alors que les plus riches de nos exploités pays plafonnent à 200 millions.

Avec de telles sommes, ils ont cependant largement de quoi augmenter nos salaires et embaucher, ce qu'ils ne feront pas tant que nous ne leur mettrons pas la pression !

Effondrement de la construction de logements sociaux... malgré la demande en hausse !

Le manque de logements fait partie des principaux problèmes auxquels se heurte la population laborieuse de La Réunion.

D'année en année, les familles à la recherche d'un toit ou désirant quitter leurs logements ou cases insalubres se retrouvent de plus en plus nombreuses à candidater auprès des organismes d'habitations à loyers modérés ou des sociétés immobilières.

Le nombre des logements sociaux à loyers modérés disponibles étant en nombre insuffisant, les candidats à la location de logements se retrouvent de fait obligés de se rabattre sur le marché privé de la location où les tarifs atteignent des sommets, inaccessibles aux plus bas

revenus.

D'année en année, l'absence de constructions suffisantes de logements laisse dans le désarroi des dizaines de milliers de demandeurs. Leur nombre s'élève aujourd'hui dans l'île à 40 000.

Tel est le résultat de la politique de l'État qui laisse en pâture le soin de loger les travailleurs aux capitalistes et aux propriétaires immobiliers qui misent sur la rareté du produit pour faire flamber les prix.

Tout ce que cette société compte de dirigeants et de politiciens vante les bienfaits du système capitaliste, de la « libre concurrence » et de la « liberté des prix ». Mais ce sont les conséquences de cette politique que subissent de plein fouet les tra-

vailleurs dans le domaine du logement, mais aussi de l'alimentation, des transports, de la santé, de la protection sociale ou de l'éducation des enfants.

La société capitaliste se révèle incapable de répondre aux besoins des classes populaires.

À l'heure où des dizaines de milliers de familles réunionnaises cherchent à se loger, la construction de logements a chuté de 11 % entre avril 2022 et mars 2023 (chiffres Insee).

Un tel système est un système failli qu'il s'agit de renverser.

À bas le pouvoir des capitalistes !
Tout le pouvoir aux travailleurs !

Défiscalisation : les vœux pieux du gouvernement

Début juillet, l'inspection générale des finances est venue en mission à La Réunion pour évaluer l'efficacité des aides fiscales accordées aux entreprises en Outremer.

Il serait question dans la prochaine loi des finances de revoir les modalités de ces mesures d'aides au patronat, notamment en y introduisant des critères écologiques...

Même si ces intentions du gouvernement n'ont, à première vue, pas de quoi effrayer les capitalistes, les dirigeants locaux de la CPME ont poussé leur petit cri contre toute tentative de baisser ces cadeaux fiscaux

et ont même demandé qu'ils soient élargis à plus d'entreprises.

On apprend au passage que cette manne financière en Outremer était en 2020 de 697 millions d'euros. Une « goutte d'eau » selon les représentants de ce syndicat patronal qui a toutefois...bien arrosé les profits des patrons !

Cependant, ce sur quoi les envoyés de l'inspection générale de finances et la CPME sont d'accord, c'est que personne n'est en mesure de dire combien d'emplois ont été créés grâce à la défiscalisation.

Mais pas besoin d'être des ex-

perts pour affirmer que l'impact est nul. Les travailleurs qui sont victimes des licenciements et de la précarité d'emploi peuvent en témoigner.

Les gouvernements qui passent continueront à abreuver les capitalistes de millions ou de milliards (94 milliards d'euros la totalité des niches fiscales en France). Et ceux-ci continueront à s'en remplir les poches.

Il n'y a que la colère des travailleurs qui pourra y mettre un coup d'arrêt !

Après la mort de Nahel : responsables et démagogues accusent les familles

« *Que les parents tiennent leurs gosses* », a déclaré samedi 1er juillet le ministre de la Justice, Dupond-Moretti. Macron a surenchéri, lundi 3 juillet, en déclarant qu'il faudrait « *sanctionner financièrement et facilement les familles, une sorte de tarif minimum dès la première connerie* ».

Le mépris de classe des politiciens de la bourgeoisie transpire dans ces mots. Ceux qui se relaient sur les ondes pour montrer du doigt les parents voudraient que des mères de famille obligées de travailler en horaires décalés, payées au lance-pierres et méprisées par leurs employeurs empêchent leurs enfants en colère de casser ce qui leur tombe sous la main. Bien sûr, leur révolte est autodestructrice et ne mène qu'à une impasse, mais c'est une réaction contre la vie qui leur est offerte dans cette société bourgeoise, faite de sou-

mission, de misère et d'étouffement moral.

De cela, les plus grands responsables sont les dirigeants de cette société et les profiteurs de ce système. Ils parlent des trafiquants en tout genre qui pourrissent la vie des quartiers. Mais qui cultive l'argent facile, celui de la spéculation, des rentes financières, si ce n'est les plus riches ? Qui étale le luxe avec le plus grand sans-gêne, si ce n'est eux ? Qui réduit en permanence les budgets de l'Éducation nationale et de la Santé, pour pouvoir grossir les cadeaux aux capitalistes ? Et puis quels débouchés l'école offre-t-elle à la jeunesse populaire ?

Alors oui, cette société est pourrie jusqu'à la moelle. Elle repose sur des injustices faramineuses. Elle ne sait mettre en avant que l'individualisme, le goût de la domination, le mépris des opprimés.

C'est tout cela qui est à la base de la rage aveugle et autodestructrice qui s'exprime dans ces émeutes. Le capitalisme en prolongeant son règne pourrait tout sur son passage, jusqu'à la conscience de ceux qui se révoltent.



Marche blanche Nanterre

Un chaudron toujours bouillonnant

Comme en France hexagonale, le vent de révolte de la jeunesse a touché les quartiers de Saint-Benoît, du Port et du Chaudron.

Au Chaudron l'arrivée du téléphérique et le développement des zones d'activités a rendu la zone locative bien trop chère pour de nombreuses familles et les jeunes restent sans emploi.

Le prix des centres de loisirs ont triplé en 30 ans, les moyens attribués aux Case ont été réduits, et malgré la bonne volonté des animateurs de quartiers, les activités accueillent peu de jeunes.

Réformes après réformes, l'éducation nationale a laissé sur le bord du chemin bon nombres de jeunes de 16 ans, sans perspectives d'avenir.

Une partie de la jeunesse se sent méprisée et laissée pour compte comme leurs parents. L'attitude de la police irrespectueuse des pauvres et des jeunes jette de l'huile sur un feu qui peut flamber à tout moment.

Le problème majeur qui se pose aux travailleurs et à tous ceux qui ne



Émeutes du Chaudron en 1991

veulent pas laisser se dégrader nos conditions d'existence c'est d'être capable d'offrir un autre horizon, un autre avenir.

Et cela passe par des combats autrement plus ambitieux que de brûler des voitures ou des poubelles : l'ob-

jectif c'est de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, de la classe capitaliste.

Dans ce combat titanesque jeunes et moins jeunes devront être en première ligne au coude à coude.

Répression : une justice de classe expéditive

Plus de 3 300 gardes à vue, 570 déferrements devant un juge, 260 comparutions immédiates, des mois de prison ferme pour un simple vol : la justice s'est abattue avec brutalité sur les jeunes émeutiers.

Dupond-Moretti, ministre de la Justice, a donné le ton en envoyant une circulaire aux procureurs exigeant une réponse judiciaire « *rapide, ferme et systématique* » avec « *des peines sévères* ». Le porte-parole des 164 procureurs de la République était très fier d'annoncer : « *Les procureurs et les juges se sont mobilisés jour et nuit, y compris le week-end.* »

Sans surprise, alors que 60 % des prévenus n'ont aucun antécédent judiciaire et qu'un tiers sont des mineurs, les juges ont suivi les réquisitions des procureurs. À Chartres, un jeune homme de 25 ans a écopé de sept mois ferme avec incarcération pour vol en réunion dans un magasin pillé. À Nancy, deux

jeunes ont pris quatre mois ferme plus quatre mois avec sursis pour avoir tiré des mortiers d'artifice. D'autres feront six mois de prison pour avoir lancé un projectile contre la police.

Sans approuver le pillage et la casse stérile, il faut constater le contraste entre la rapidité et la sévérité des juges contre ces jeunes des quartiers populaires et leur complaisance quand il s'agit de juger des industriels qui ont tué avec de l'amiante, du chlordécone ou en s'affranchissant des mesures de sécurité élémentaires. Cette attitude n'est ni étonnante ni nouvelle. Lors des manifestations des gilets jaunes en 2018-2019, plus de 3 000 personnes avaient été condamnées, dont des centaines à de la prison ferme. Lors de la lutte contre la retraite à 64 ans, la moindre rébellion, même symbolique, contre la police a été sanctionnée par une garde à vue et souvent

une condamnation.

La justice est aussi dure avec les jeunes des quartiers, les pauvres, les travailleurs qui se révoltent qu'elle est douce aux riches et aux puissants dont elle défend les intérêts et la propriété.

**PARTISAN DU DIALOGUE ...
À BÂTONS ROMPUS !**



Police : les forces d'un ordre à combattre

Nahel est la troisième personne abattue par la police lors d'un contrôle depuis le début de cette année. En 2022, treize personnes avaient été assassinées de cette façon. À cela s'ajoutent les blessures graves, dont une bonne partie ne sont jamais médiatisées.

Les autorités policières et les représentants de l'État justifient cette violence en parlant d'une augmentation des infractions, et en particulier des refus d'obtempérer. Mais comment ne pas être révolté par le décalage entre ce prétexte, que les délits soient réels ou non, et le fait d'assassiner froidement leur auteur ? Pour l'État, la lutte contre la délinquance sert de prétexte pour justifier le renforcement de la violence policière. Les policiers auteurs de violences se savent protégés, et l'extrême clémence de l'appareil judiciaire envers eux en atteste. L'agent qui a tué Nahel avait été auparavant décoré pour son « travail »

durant le mouvement des gilets jaunes, lui aussi sévèrement réprimé.

La véritable raison d'être des violences policières est la nécessité de contraindre les pauvres à accepter leur condition et à rester dans leurs ghettos sans se révolter. La violence d'État est clairement dirigée contre les milieux populaires, contre les habitants des quartiers pauvres, contre les travailleurs, surtout lorsqu'ils luttent. Cette violence est indispensable lorsqu'il s'agit de faire accepter une loi antiouvrière, comme la réforme des retraites.

Face à ces violences policières, beaucoup réclament que l'on change les lois ou les procédures réglant l'action de la police. Mais, même avec d'autres règles, la violence y compris létale resurgit de la part d'une police dont la mission fondamentale est de maintenir un ordre social injuste. En 1961, elle tuait les manifestants algériens à Paris, par centaines, puis ceux de nationalité

française au métro Charonne, quelques mois plus tard.

La violence de la police est d'abord celle d'une société de classes, d'un système d'exploitation qu'il faut renverser.



Novembre 2020, contre la loi sécurité

Les AESH, toujours laissés pour compte de l'Éducation nationale

La rectrice a annoncé son départ à la retraite, se vantant que sous sa direction tout ce soit bien passé.

Elle met en avant les épreuves du bac qui se sont plutôt bien déroulées. Mais, par exemple, que s'est-il passé durant toutes ses années à la tête du rectorat pour les accompagnants des

enfants en situation de handicap ? Ils restent en nombre notablement insuffisant et ne disposent pas de suffisamment d'heures pour suivre correctement ces élèves en difficulté.

La rectrice fait allégeance à une politique qui ne fait que dégrader toutes les conditions de travail du

personnel comme aussi ces jeunes enseignants qui continuent à être envoyés en France à 10 000 kilomètres de chez eux et sur des contrats précaires et à temps partiels leur permettant à peine de survivre !

La MDPH... handicapée par l'insuffisance de ses moyens humains !

La MDPH qui traite l'ensemble des demandes de notifications des personnes en situation de handicap se trouve en manque de moyens et les délais de traitement de dossiers se rallongent, mettant parfois les familles en difficulté.

Pour traiter des dossiers de notifi-

cation d'AESH, une seule référente est en charge de l'ensemble des demandes d'aides de la zone d'aide.

Cette situation ne peut pas perdurer, car le renouvellement des contrats d'AESH en dépend ainsi que la scolarisation des enfants.

Pour un fonctionnement normal et

pour raccourcir les délais d'attente, il faudrait embaucher plus de référentes et réduire les zones d'intervention ce qui est loin d'être le principal souci d'un État plus préoccupé d'aider les mieux lotis dans notre société !

Budget militaire : la valse des milliards

Alors que le gouvernement avait déjà fait voter une loi de programmation militaire pour les années 2024-2030 qualifiée d'historique, un budget de 413 milliards, en augmentation de plus de 30 %, les sénateurs ont décidé de ne pas jouer les avars avec les marchands d'armes et d'y rajouter quelques milliards.

Après plusieurs jours de surenchère, les sénateurs ont augmenté les dépenses en cybersécurité et en renseignement par une belle majorité de 314 voix contre les 17 du PCF, qui ne refuse pas la hausse du budget militaire, mais seulement ses modalités. Ils ont aussi augmenté de 495 le nombre de blindés achetés à Nexter, de 10 le nombre de patrouilleurs que fournira NavalGroup, et de deux le nombre d'avions gros porteurs A400M produits par Airbus. Les sénateurs et le ministère des Armées s'empaillent sur le montant de l'addition, car il faut ajouter au coût du matériel celui de son entretien, de la formation des soldats qui vont l'utiliser, et du carburant pour les faire avancer. N'en jetez plus... Mais si ! Le Sénat a aussi voté l'objectif de porter la part du budget des armées à



2 % du PIB dès 2025, en expliquant que la guerre est aux portes de l'Europe.

Le gouvernement a protesté sur l'augmentation des dépenses que le Sénat a votée, et qui selon lui ne serait pas financée. Il aurait aussi paraît-il préféré que la part de 2 % du PIB pour l'armée ne s'applique qu'à partir de 2028.

Quand il s'agissait d'imposer la réforme des retraites, le gouverne-

ment a sorti un article de loi qualifiant d'inconstitutionnelle l'augmentation des dépenses non financées. Là, il va négocier avec les députés et les sénateurs pour faire mine de réduire la facture. Même si l'addition sera finalement quelque peu revue à la baisse, on peut être sûr que les marchands de canons seront bien servis et qu'ils feront payer l'addition à la population, d'une manière ou d'une autre.

Écologie : le pétrole coule à flots

Alors que la propagande gouvernementale appelle la population à faire preuve de responsabilité pour « *sauver la planète* », l'année passée a vu le record de production et de consommation d'énergie fossile et, partant, d'émissions de CO2 dans l'atmosphère.

Et ce n'est pas près de s'arrêter. Le 28 juin, le gouvernement norvégien annonçait le lancement de 19 projets de forages en mer du Nord,

alors que le gouvernement australien faisait de même pour 16 autres dans ses eaux. Les sociétés de forage en mer croulent sous la demande et une plate-forme se loue, début juillet, 500 000 dollars par jour, pour ceux qui ont la chance d'en trouver une de libre. La situation n'est pas meilleure sur la terre ferme, avec le développement continu des forages pour le gaz de schiste en Amérique du Nord.

On voit donc que les réunions de

responsables gouvernementaux ne font que masquer l'impuissance volontaire des États par des papotages sans intérêt et des résolutions non contraignantes pour les grandes entreprises. Celles-ci commandent, en fonction de leurs seuls intérêts. Les États et les organismes internationaux entérinent leurs décisions et la population les subit.

Intelligence artificielle : les forçats du clavier

Déclarations et débats sont nombreux sur la nécessité de contrôler, au nom de l'éthique et de la protection des libertés individuelles, le développement de l'Intelligence artificielle.

L'IA n'est pourtant pas si artificielle que cela puis qu'il faut, pour la mettre en action, les nombreuses « petites mains » de ceux qu'il serait plus juste d'appeler les forçats de l'Intelligence artificielle.

En effet, pour permettre de jongler avec les données compilées dans ce qu'on appelle l'Intelligence artificielle, le préalable est de saisir par informatique des milliards de données parcellaires existant partout dans le monde et dans tous les domaines, jusqu'aux plus petites

informations. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, cela n'a rien d'automatique et nécessite un travail harassant de la part de millions d'hommes et de femmes qui, pendant des heures, saisissent ces données sur leurs ordinateurs, avant de les transmettre aux centres installés à cet effet par les géants de l'informatique. C'est un travail dur, ingrat et particulièrement mal payé.

Dans les faits, ces prolétaires sont payés à la tâche, selon le nombre de données qu'ils doivent enregistrer une à une pour une paye misérable. Leur nombre est en réalité impossible à comptabiliser, le système étant dispersé à l'infini par la sous-traitance. Aux seuls États-Unis, on

estime que 350 000 salariés totalement précaires seraient employés à cette tâche. Mais des centaines de milliers voire des millions d'autres salariés sont répartis partout dans le monde, en Asie, en Afrique.

Ce travail est déjà très mal payé aux États-Unis, où il faut accumuler un très grand nombre d'heures pour espérer avoir une toute petite paye ; mais la situation est mille fois pire dans les pays pauvres où il a été réparti. Cette industrie de pointe repose sur des galériens invisibles sans lesquels rien ne pourrait se faire.

Les galères n'avançaient pas toutes seules, l'Intelligence artificielle du 21e siècle non plus.

DANS LES ENTREPRISES

Grève Derichebourg : suite... mais pas fin !

Début juillet les salariés de Derichebourg chargés du ramassage des ordures à Saint-Joseph et Saint-Philippe ont repris le travail après une nouvelle semaine de grève pour cause de matériel roulant dangereux.

Reprise du travail, mais pas conduite des camions qui sont toujours dans le même état lamentable depuis leur première grève d'avril.

Derichebourg n'a en effet pas jugé

bon de les faire réparer pensant peut-être que ses travailleurs finiraient par se lasser de lutter. La direction de l'entreprise en est pour ses frais. Il faudra qu'elle répare ses camionnettes avant tout retour à la normale.

Si le capitaliste Derichebourg tient à ses profits, ses travailleurs tiennent à leur vie !

Largen néna... dans les poches du patronat !

Si Derichebourg était classé sur la base du respect de la sécurité de ses travailleurs, il se verrait reléguer au fin fond du classement.

Par contre, pour ce qui est de son enrichissement, il se retrouve parmi les « premiers de la classe » (patronale). Il se retrouve à la 380ème rang du classement 2022 des patrons les plus riches de France de la revue Challenge avec un patrimoine de 340 millions d'euros.

Largement de quoi remettre à neuf tout son parc de véhicules !

La mobilité sans chauffeurs et sans bus suffisants... ou sa assise !

LO



Pendant que la région lance « les assises de la mobilité », la situation des salariés de la SPL Estival continue de se dégrader. Le 3 juillet, les représentants du personnel de la SPL, en conférence de presse, ont dénoncé leurs conditions de travail, le manque de chauffeurs, ainsi que l'utilisation excessive des contrats précaires.

Les travailleurs du transport public comme les utilisateurs ne verront pas leur sort s'améliorer avec les coups de blabla des irresponsables de la région. Ca c'est sûr. D'abord parce qu'ils ouvrent leurs lignes de crédit en priorité aux patrons et ensuite parce qu'ils ne galèrent pas chaque jour dans les mauvaises conditions de transport.

Les fossoyeurs de la mairie de La Possession font grève... et des émules !



Lundi 3 juillet les fossoyeurs de La Possession se sont mis en grève pour l'augmentation de leurs salaires. À cette occasion, un rassemblement d'une soixantaine d'employés communaux a eu lieu autour d'eux devant l'entrée d'un des deux cimetières de la commune

Ils sont toujours payés au Smic après de nombreuses années d'an-

cienneté et leurs heures supplémentaires et leurs astreintes ne leur sont pas payées.

Ils l'ont fait aussi pour dénoncer les conditions de travail lamentables dans lesquelles on les oblige à travailler : sous effectifs : ils ne sont que 5 pour effectuer le travail alors qu'il en faudrait au moins trois de plus pour qu'ils puissent prendre les

repos hebdomadaires et congés payés auxquels ils ont droit – pas d'eau chaude dans le local qui leur sert de vestiaire, ils sont obligés de se doucher à l'eau froide après avoir creusé les tombes – pas de casques, ni d'EPI adaptés pour se protéger des coups et des contaminations.

Face à leur colère et leur détermination, la direction de la mairie a fini par reculer en leur accordant deux embauches, le paiement des heures supplémentaires (mais seulement à 50 % !) et en leur promettant d'installer un chauffe-eau.

Même s'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils réclamaient, ils l'ont arraché par leur mobilisation. Et cette victoire a donné envie à d'autres travailleurs communaux de suivre leur exemple, comme ceux des services restauration, de la direction des affaires des écoles, du centre socio-culturel Nelson Mandela, de l'accueil du service des sports, ainsi que du service communication. Ils se sont donné d'ores et déjà rendez-vous pour déposer leur cahier de revendication lors d'une réunion qui doit se tenir mardi 11 juillet !

ISRAËL-PALESTINE

Terrorisme d'État à Jénine

La dernière offensive militaire israélienne contre le camp palestinien situé dans la ville de Jénine, en Cisjordanie occupée, a fait douze morts et une centaine de blessés, parfois très graves. En menant l'escalade militaire, le gouvernement de Netanyahu et de ses alliés d'extrême droite tente de faire diversion face au large mécontentement exprimé par la population israélienne.

Le 3 juillet, le gouvernement israélien a lancé contre la population du camp palestinien de Jénine une opération militaire de grande ampleur. Sous prétexte de neutraliser des groupes armés palestiniens qualifiés de terroristes, bombardements, blindés et soldats ont semé la terreur, rasant des rues et des maisons au bulldozer. Plusieurs milliers d'habitants ont pris la fuite.

Le camp de Jénine, qui compte 18 000 habitants sur les 50 000 de la ville, a une fois encore été victime de la fuite en avant répressive du pouvoir israélien et, plus précisément, de la situation précaire du Premier ministre Netanyahu, talonné par ses alliés d'extrême droite au gouvernement.

Bien qu'il ait annoncé le 29 juin qu'il abandonnait un point essentiel de son impopulaire réforme judiciaire, Netanyahu a eu à affronter la poursuite des manifestations : foules rassemblées le samedi 1er juillet, ainsi que menaces de blocage de l'aéroport Ben Gourion au moment des départs en vacances. En effet, si le Premier ministre renonce à introduire la possibilité pour le Parlement d'annuler par un simple vote une décision ou un jugement de la Cour suprême, il ne cède pas sur son souhait de voir



À Haifa, en juin, manifestation anti-Netanyahu

l'exécutif nommer les juges à la Cour. Il reste clairement crucial pour lui de se protéger dans les multiples procès pour corruption en cours à son encontre.

Mais la concession faite par Netanyahu aux manifestants a provoqué la fureur de ses alliés d'extrême droite, pour qui la réforme judiciaire rejetée par de nombreux manifestants était une des conditions de l'alliance gouvernementale. Le parti religieux ultraorthodoxe pourrait craindre la remise en cause des importantes subventions dont bénéficient les écoles des ultraorthodoxes, ou celle de leur exemption de service militaire. Quant à l'impunité des exactions des colons, militants racistes dans les avant-postes que sont les nouvelles implantations dans les territoires occupés, les ministres d'extrême droite Ben Gvir et Smotrich tiennent à pouvoir la garantir, sans que des juges cherchent à s'en mêler.

Ce nouvel épisode sanglant de la guerre menée depuis trois quarts de siècle aux Palestiniens sur leur propre terre ne suffira sans doute pas à faire retrouver au Premier ministre un soutien populaire. Il approfondira encore l'impasse dans laquelle les gouvernants d'Israël ont plongé leur population, avec le soutien actif des grandes puissances occidentales, Washington reconnaissant cette fois encore au gouvernement israélien « le droit à défendre sa population ».

La Minusma chassée à son tour

À la demande du gouvernement malien, la Minusma, la force armée de l'ONU, quittera le pays d'ici la fin de l'année. Cette éviction suit celle des troupes françaises, sommées de partir il y a un an déjà.

Les 11 700 soldats sous casque bleu n'étaient là que pour servir d'auxiliaires aux troupes françaises chargées de maintenir le Mali dans l'orbite de l'impérialisme français. C'est en janvier 2013 que les soldats français avaient atterri dans ce pays. Quelques mois plus tard, le 25 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU créait à la demande de la France cette mission. Depuis sa naissance, l'ONU a servi de couverture et d'alibi à bien des interventions impérialistes, que ce soit au Congo en 1960 ou au Rwanda en 1993.

Ces soldats de l'ONU, venus essentiellement de pays africains, ont payé un lourd tribut pour défendre la politique française au Mali. 300 d'entre eux sont morts, davantage que le nombre de tués français mais, comme les militaires français, ils n'ont en rien contribué à défendre les populations. Leur départ n'est donc pas plus à regretter que celui des Français, dont ils étaient de simples auxiliaires, et méritaient à ce titre la même hostilité de la population.

Le gouvernement malien du colonel Assimi Goïta s'en remet désormais aux mercenaires du groupe russe Wagner pour assurer sa propre sécurité. L'expulsion de la Minusma lui permet de continuer à surfer sur le sentiment antifrançais provoqué par l'inefficacité de l'intervention militaire de l'ancienne puissance colo-

niale et par son soutien affiché à des dirigeants corrompus. Le 18 juin dernier, Assimi Goïta a fait adopter par référendum une nouvelle Constitution lui donnant plus de pouvoir, malgré l'opposition d'imams comme l'imam Dicko, partisan d'une république islamique, auxquels le mot laïcité figurant dans le projet de Constitution donnait des boutons. Mais pour la population, même débarrassée des troupes françaises et de leurs supplétifs de l'ONU, l'armée que dirige Goïta, comme d'ailleurs les imams réactionnaires, sont des ennemis mortels qu'il leur faudra combattre.

SÉNÉGAL

Macky Sall s'en va, pas la colère

Macky Sall, le président du Sénégal, a annoncé le 3 juillet qu'il ne se présenterait pas aux élections de février 2024. Il déblayait depuis des années la voie pour son troisième mandat, mais les sanglantes émeutes qui ont eu lieu en juin dernier et la pression des grandes puissances ont eu raison de son obstination.

Ces émeutes ont éclaté à l'occasion du procès d'Ousmane Sonko, le principal opposant à Macky Sall, accusé de viol. Ousmane Sonko a gagné une popularité certaine, notamment dans la jeunesse, par son combat contre la corruption et sa dénonciation de la mainmise de l'impérialisme français sur le Sénégal, et Macky Sall cherche depuis des années à se débarrasser de lui. En mars

2021 déjà Sonko avait été accusé de viol. Il s'en était alors suivi cinq jours d'affrontements. Depuis février dernier, les affrontements se sont succédé dans plusieurs grandes villes du pays, dont la capitale Dakar, jusqu'à l'explosion finale qui a eu lieu le 1er juin à l'annonce du verdict. Celui-ci lavait Sonko de l'accusation de viol, mais le condamnait à deux ans de prison ferme, lui interdisant de se présenter aux élections de 2024. Dans ces conditions, l'annonce par Macky Sall de sa candidature en 2024 aurait immanquablement provoqué une nouvelle explosion de colère, Ousmane Sonko ayant d'avance appelé ses partisans à manifester pour « finir le combat ».

Rien ne dit cependant que le retrait de Macky Sall suffira à calmer la colère. Ousmane Sonko reste pour

l'instant interdit de se présenter en 2024, et la situation dramatique dans laquelle vivent les travailleurs sénégalais demeure. Pour y résister, ils ne peuvent compter sur aucun des candidats à la présidence qui vont se déclarer, ni même sur Sonko lui-même car, au-delà de ses déclarations, celui-ci ne pourra que poursuivre la même politique en faveur des couches privilégiées du Sénégal et des bourgeoisies impérialistes. Pour s'opposer à cette descente vers toujours plus de misère, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur capacité à s'organiser et à prendre en main leur propre destin.

L'IA et la rapacité des patrons

Extrait du Pouvoir aux travailleurs, organe de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes

De nombreuses petites start-up spécialisées dans l'Intelligence artificielle (IA), basées en France ou ailleurs, ont des prolongements dans la Grande île (Madagascar). Toutes effectuent de la sous-traitance au service des grandes entreprises, en particulier françaises. Par exemple des centres d'appels téléphoniques sollicitent leur compétence.

La parodontologie et autres fabricants de prothèses dentaires savent que dans ce pays beaucoup d'intellectuels ont une longue pratique de technologies nécessitant des connaissances de la 3D. Mais voici ce qu'un travailleur intellectuel qui touche un salaire mensuel d'environ 65 euros a réussi à crier face à des journalistes : « On travaille par groupe. On est 40 le matin, 40 l'après-midi et 40 la nuit. Les formateurs passent derrière nous.

S'ils trouvent que tu passes trop de temps pour traiter une image simple, ils donnent un avertissement. Si ça arrive une deuxième fois, ils te renvoient directement. Quand on n'a pas terminé, par exemple, les 200 tâches qu'on devait faire dans la journée, on doit continuer. Et cela n'est pas compté comme des heures supplémentaires. »

Toucher des salaires de misère pour des journées et des nuits de travail interminables est le lot de l'immense majorité des travailleurs à Madagascar. Ceux qui osent protester sont virés manu militari par leur employeur et subissent généralement les pires ennuis de la part des autorités. Dans cette société, l'État obéit au doigt et à l'œil aux patrons.

Quelques techniciens hautement qualifiés ou des ingénieurs réussissent, au prix d'efforts de leur famille ou de leurs proches, à se soustraire à leur condition difficile. L'Île Maurice voisine, par exemple,

est demandeuse de main-d'œuvre très qualifiée. Après un parcours d'obstacles très compliqué, quelques personnes réussissent à y débarquer, laissant femme et enfants à Madagascar. Avec de la chance, ils peuvent espérer y toucher entre 200 et 300 euros par mois.

Les autorités font mine de déplorer la « fuite des cerveaux » ou de mettre cela sur le dos de l'IA. En réalité, avec le patronat et les grandes firmes multinationales, elles sont totalement responsables de la situation catastrophique dans laquelle survivent les classes laborieuses malgaches.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Répression des manifestants contre la pollution des mines d'ilménite

Les habitants des villages proches de la mine d'ilménite exploitée par le conglomérat capitaliste QIT Madagascar Minerals S.A. (propriétaire à 80 % du trust minier Rio Tinto et à 20 % de l'État malgache) dans la région de Fort Dauphin (sud de Madagascar) se sont à nouveau mobilisés par centaines pour protester contre la pollution des cours d'eau et de la côte par cette exploitation minière. Des milliers de petits pêcheurs voient à cause de cela leurs prises de pêche, et leurs maigres revenus, s'effondrer.

Ils estiment aussi que les indemnités qui leur sont versées par cette

entreprise capitaliste sont loin de compenser leur manque à gagner.

Ils ont bloqué la route menant à la mine, mais en ont été délogés par la force armée envoyée par le gouvernement de Rajoelina qui a fait huit blessés parmi eux.

L'on voit ainsi à nouveau la complicité active du gouvernement de la bourgeoisie malgache avec les prédateurs capitalistes internationaux qui mène la répression la plus implacable contre les populations déshéritées de l'île. Des corrompus au service des exploitateurs !

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>